

En Centrafrique, des élections pour sortir du chaos

@rib News, 31/12/2015 - Source Reuters Les électeurs centrafricains ont voté mercredi pour des scrutins présidentiel et législatif qui visent à rétablir la règle démocratique dans un pays divisé où les affrontements communautaires ont fait des milliers de morts. La journée s'est déroulée sans violences. Les casques bleus de la Minusca patrouillaient dans les rues de la capitale Bangui et des transports de troupes blindés étaient positionnés devant les bureaux.

"Nous sommes venus voter parce que nous voulons être libres de reprendre notre métier. Nous voulons la fin de ce conflit", a déclaré Gradias Vara, un homme d'affaires. Les bureaux de vote ont commencé à fermer comme prévu à 17h00 (16h00 GMT) mais certaines opérations avaient encore lieu après l'heure officielle de fermeture. L'autorité électorale a annoncé que le vote pour l'élection des députés serait de nouveau organisé dans certains secteurs parce que les bulletins de vote n'avaient pu être livrés. Aucune nouvelle date n'a été fixée. Des résultats provisoires seront dévoilés dans les prochains jours et la Cour constitutionnelle a quinze jours pour proclamer les résultats définitifs. Trente candidats briguent la présidence. En l'absence de sondage d'opinion, il est difficile de prédire qui l'emportera. Parmi les candidats les plus en vue figurent les anciens Premiers ministres Anicet-Georges Dologuila (1999-2001), soutenu par le parti de l'ex-président centrafricain François Bozizé, et Martin Ziguila (2001-2003). Ce dernier a reçu mardi un soutien de taille avec le ralliement à sa candidature des milices chrétiennes "anti-balaka". L'ancien ministre des Affaires étrangères Karim Meckassoua, et Bilal Dési Nzinga-Kolingba, fils d'un ancien président, comptent parmi les autres candidats bien placés.

LE DÉFI DU SARMEMENT Les membres ou anciens membres du gouvernement de transition au premier rang desquels la présidente intérimaire Catherine Samba-Panza, en place depuis 2014, n'ont pas été autorisés à se présenter. Les élections à la présidence et à l'Assemblée nationale, plusieurs fois repoussées, ont l'origine prévue dimanche. Un problème d'acheminement des urnes et de formation des assesseurs a obligé à ce report de trois jours. En septembre, les troubles qui avaient éclaté dans la capitale, Bangui, avaient déjà contraint les autorités à retarder le scrutin. Le pays, majoritairement chrétien, a basculé dans la violence en 2013 après la prise du pouvoir en début d'année par un groupe de rebelles musulmans, appelé Séléka, qui a renversé le président François Bozizé. Un coup de force a suscité des représailles de la part des milices chrétiennes anti-balaka. L'enchaînement des violences a contraint près de 20% des cinq millions de Centrafricains à fuir leur domicile et laissé l'essentiel du nord et de l'est du pays aux mains des groupes musulmans qui refusent d'obéir au gouvernement de transition. Juste avant les élections, la Centrafrique a approuvé par référendum, les 13 et 14 décembre, une nouvelle constitution. Cette consultation a été marquée par des violences dans le quartier de PK-5 à Bangui. Mais selon la Britannique Diane Corner, chef adjointe de la Minusca, la Mission de l'Onu en Centrafrique, le référendum s'est déroulé normalement dans 80% des bureaux de vote du pays. Le déroulement du référendum a également été perturbé à Bossangoa, un fief de Bozizé, ainsi que certaines parties du Nord-Est sous le contrôle des groupes Séléka. Le désarmement des différentes factions, qui n'a pu être mené à bien avant les scrutins de mercredi, sera un des grands défis du futur président.